

MIEUX

Étude de cas

Madagascar

(2017-2019)

Financé par
l'Union Européenne



Mis en oeuvre par
ICMPD



Comment lire cette étude de cas?

Domaines thématiques



Migration et
développement



Migration légale
et mobilité



Migration irrégulière
et traite des personnes



Protection internationale
et politique d'asile



Interventions
horizontales

Les dix particularités d'une bonne pratique dans le cadre des Actions MIEUX

- 1 L'Action doit faire l'objet d'une appropriation de la part du pays partenaire
- 2 L'Action doit être un vecteur d'innovation dans son contexte
- 3 L'Action doit pouvoir être reproduite
- 4 L'Action doit produire des résultats tangibles
- 5 L'Action doit être approuvée à un niveau élevé
- 6 L'Action doit s'intégrer aux priorités existantes
- 7 L'Action doit s'appuyer sur les niveaux d'expérience les plus élevés
- 8 L'Action doit présenter une complémentarité et des synergies avec d'autres initiatives
- 9 L'Action doit apporter une valeur ajoutée de l'UE
- 10 L'Action doit servir de catalyseur d'acquisition de connaissances via l'échange d'expériences

POLITIQUE NATIONALE D'ENGAGEMENT DE LA DIASPORA

Madagascar (2017-2019)

MIEUX a aidé les autorités malgaches à formuler une politique d'engagement de la diaspora exhaustive et inclusive, destinée à promouvoir, à stimuler et à faciliter la participation de la diaspora malgache dans le développement socio-économique de Madagascar.

Contexte

État insulaire de l'Océan indien, Madagascar fait partie de ces pays toujours plus nombreux qui reconnaissent le potentiel important de leur diaspora pour le développement. Dans cette optique, le gouvernement malgache a décidé de renforcer ses liens avec ses ressortissants à l'étranger et de faire des relations avec la diaspora l'un des piliers de sa célèbre diplomatie économique. En février 2015, une Direction des Affaires de la diaspora a donc été créée au sein du ministère des Affaires étrangères qui, face au manque général de données sur la taille et la composition exactes de la diaspora malgache, a alors mandaté une étude sur la diaspora malgache en France (premier pays de destination). Celle-ci, menée en coopération avec d'autres institutions et organisations, a révélé que la diaspora malgache en France se composait principalement de femmes, pour la plupart très qualifiées et très intégrées. Plus important encore, la majorité des répondants s'est dit prête à participer au développement de son pays d'origine, laissant entrevoir un beau potentiel pour autant qu'il soit bien géré.

Afin de tirer le meilleur parti de ce potentiel, la Direction des Affaires de la diaspora a décidé de formuler une politique d'engagement inclusive et durable et a fait appel à MIEUX pour l'aider à renforcer ses capacités dans ce domaine.

- 1 L'appropriation par le pays partenaire doit être réelle
- 4 Les actions doivent produire des résultats tangibles
- 5 Les actions doivent être approuvées à un niveau élevé

PARTICULARITÉS
MIEUX

Concept d'Action

L'Action a déployé plusieurs types d'activités avec la coopération de deux experts français ayant une grande connaissance en matière d'engagement de la diaspora et une grande expérience de la coopération avec les organisations de la diaspora. Les activités se sont déroulées comme suit :

- L'Action a débuté par une **mission exploratoire** à Madagascar pendant laquelle l'équipe MIEUX a pu rencontrer plusieurs institutions malgaches afin de préciser leurs visions et attentes mais aussi se familiariser avec le contexte général dans lequel se déroulerait l'Action.
- Les experts ont animé plusieurs **ateliers thématiques de renforcement des capacités et sessions de formulation de la politique d'engagement de la diaspora** à l'attention de la Direction des Affaires de la diaspora et d'autres institutions malgaches pour renforcer les connaissances et les capacités en matière de questions relatives à la diaspora et de méthodologies d'élaboration de politiques.
- Une délégation de représentants de trois institutions malgaches clés (ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Économie et des Finances et Conseil de développement économique de Madagascar) a pris part à **deux visites d'étude** ; l'une au Sénégal (pays ayant une expérience solide en matière de mobilisation de la diaspora), l'autre en France (premier pays de destination de la diaspora malgache et qui met en œuvre des initiatives soutenues par les diasporas africaines). En ces deux occasions, la délégation malgache a eu la possibilité de **consulter les membres de la diaspora malgache** à propos de la future politique.
- L'**événement de clôture** organisé à Antananarivo en décembre 2019 a permis à la Direction des Affaires de la diaspora de présenter la nouvelle politique à plus de 80 acteurs d'horizons divers, notamment des représentants de nombreux ministères mais aussi d'organisations internationales, de la société civile, du secteur privé et de la diaspora.

Pratiques

- **Exploiter une dynamique en cours** : L'Action a été lancée peu de temps après le premier Forum de la diaspora à Antananarivo d'octobre 2017 qui a réuni toute une série d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux autour de la question de l'implication de la diaspora dans le développement de Madagascar. L'Action a donc pu tirer parti du fait qu'un certain nombre de points avaient déjà été abordés lors du forum et que la plupart des institutions avaient déjà une idée des priorités de la future politique et des attentes de la diaspora.
- **Apprendre des bonnes pratiques des EM UE et des pays africains** : Lors des ateliers, les experts ont partagé les bonnes pratiques d'autres pays en matière de mobilisation du

potentiel de développement que présente l'engagement de la diaspora (y compris d'autres pays africains comme le Mali, le Maroc et le Sénégal) en vue d'informer et d'inspirer les autorités malgaches pour jeter les bases de la future politique. Une délégation malgache s'est également rendue au Sénégal pour une visite d'étude qui lui a permis de rencontrer plusieurs acteurs sénégalais de la thématique M&D et d'aborder avec eux les pratiques et les enseignements de leur expérience en tant que pays africain détenteur d'un savoir-faire important dans ce domaine précis. En France, la délégation malgache a pu dialoguer avec les institutions françaises sur les bonnes pratiques en matière de M&D et sur des domaines de coopération éventuels.

- **Garantir une approche pluri-institutionnelle** : Plusieurs institutions malgaches ont participé aux activités aux côtés de la Direction des Affaires de la diaspora, garantissant ainsi la prise en compte de leurs attentes et de leurs besoins lors du travail de formulation. Quelques ambassades (Belgique, France, Maurice, Sénégal et USA) ont aussi participé à l'un des ateliers afin de : renforcer la coordination entre la Direction des Affaires de la diaspora et les représentations étrangères, parler du rôle des ambassades en matière d'engagement de la diaspora et sur les modalités d'une collaboration plus efficace entre les deux.
- **Impliquer la diaspora** : La Direction des Affaires de la diaspora a voulu impliquer la diaspora dans le processus de formulation dès le début. Deux consultations en ligne ont été organisées auprès de membres de la diaspora (l'une en France, l'autre au Sénégal) grâce à des contacts établis et fournis par les ambassades, permettant ainsi à la Direction des Affaires de la diaspora de mieux comprendre les attentes et les besoins.

Impact

- **Finalisation de la Politique nationale d'engagement de la diaspora**. L'Action a abouti à la formulation d'une politique nationale d'engagement de la diaspora qui précise la vision, les objectifs et les grands piliers d'intervention qui vont promouvoir et faciliter la participation de la diaspora malgache au développement du pays. Le texte s'accompagne d'un plan d'action qui détaille les grandes mesures qui seront mises en œuvre par les autorités malgaches. Une fois validé au niveau politique, ce texte sera mis en œuvre par la Direction des Affaires de la diaspora, en coopération avec les autres agences compétentes.
- **Faire le lien entre l'engagement de la diaspora, le développement durable et le travail d'élaboration de politiques**. Les échanges avec les experts français ainsi qu'avec les institutions en France et au Sénégal ont permis aux institutions malgaches impliquées dans l'Action de mieux comprendre certains aspects clés des questions touchant à la diaspora et leur impact sur le développement mais aussi du travail de formulation de politique dans ce domaine.

- **Coopération renforcée entre les acteurs.** Le processus de formulation de la Politique d'engagement de la diaspora a permis aux divers acteurs de s'impliquer et de réfléchir ensemble aux liens entre engagement de la diaspora et développement, de définir une vision commune de cet engagement et de s'accorder sur l'approche interinstitutionnelle à suivre au niveau national.

Enseignements

- **Appropriation et appui politique.** La volonté de la Direction des Affaires de la diaspora de s'engager dans l'Action et de s'appropriier le processus de formulation de même que le solide appui politique affiché en haut lieu ont été des facteurs clés dans le succès de l'Action.
- **Socle de connaissances pour l'élaboration de politiques.** La formulation d'une politique d'engagement de la diaspora implique que les autorités compétentes aient une bonne compréhension de la diaspora qu'elles souhaitent engager. Pour cela, plusieurs moyens s'offrent à elles : étude, collecte de données poussée sur la diaspora ou encore consultations auprès des membres de la diaspora pour cerner leurs besoins et leurs attentes.



www.mieux-initiative.eu



Migration EU Expertise



@mieux_migration



mieuxmigration

Depuis son lancement en 2009, l'initiative Migration EU expertise (MIEUX) offre un cadre pour solliciter des activités de renforcement des capacités et l'expertise de l'UE, rendant possible le partage de connaissances et de pratiques entre pairs au niveau institutionnel, partout dans le monde.

L'adoption du Pacte mondial pour les migrations et la création du Réseau des Nations Unies sur les migrations ont coïncidé avec les dix ans de MIEUX. Pour marquer ces événements, MIEUX a entrepris une analyse fouillée de ses réalisations, de ses méthodologies et de ses pratiques.

Consécutif à plus de 100 interventions, ce rapport donne un petit aperçu de la vaste panoplie d'outils, de méthodologies et d'approches dont les gouvernements, et les praticiens dans la migration et le développement en général, peuvent s'inspirer et qu'ils peuvent utiliser pour promouvoir une architecture internationale coopérative et durable sur les migrations.